



Conseil de sécurité

Distr. générale
22 mars 2019
Français
Original : arabe

Lettres identiques datées du 19 mars 2019, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement et comme suite à nos précédentes lettres sur la question, dont la plus récente en date du 13 février 2019 ([S/2019/138](#)), je tiens à vous informer que la Syrie rejette en tout ou en partie les allégations infondées portées par la Représentante permanente du régime qatarien dans sa lettre datée du 4 mars 2019 ([S/2019/205](#)) et précise ce qui suit :

Depuis près de huit ans, le peuple syrien, comme d'autres peuples du Moyen-Orient, pâtit du comportement erratique d'un régime qatarien corrompu, désireux de plaire à ses maîtres et à ses commanditaires et de se façonner un rôle influent. À cette fin, usant de tactiques insensées, il n'a épargné aucun moyen, aussi illégitime et aussi immoral soit-il, pour distiller son venin. Il a utilisé dès le début du prétendu Printemps arabe la chaîne Al-Jazira et les médias mensongers qu'il finance pour donner une tribune aux adeptes de l'extrémisme religieux qu'il prône, cherchant à semer la discorde, à inventer des événements de toutes pièces, à déformer les faits, à fomenter des conflits et à propager la violence et le terrorisme dans le monde arabe, pour faire avancer son programme terroriste sanglant.

Dans cette optique, depuis le premier jour de la guerre terroriste qui a été imposée à mon pays, la famille régnante du Qatar, en partenariat avec d'autres États connus, diffuse son idéologie takfiriste extrémiste et exclusiviste ; elle recrute, finance, entraîne et arme des milliers de combattants terroristes étrangers et de membres d'organisations terroristes affiliées à Al-Qaida ou qui s'en sont scindées, comme Daech et le Front el-Nosra, et facilite leur entrée sur notre territoire par la frontière de pays voisins, afin de compromettre la sécurité et la stabilité de la Syrie, d'intimider son peuple, de susciter un bain de sang et de s'en prendre aux institutions de l'État. Le régime et ses commanditaires ne peuvent pas éluder le fait que tous les crimes mentionnés dans la lettre du Qatar ont été commis par des groupes terroristes soutenus par ce régime et par les Gouvernements d'autres États dont l'identité est désormais connue de tous.

Le régime qatarien n'a aucune vergogne et aucun remords quant au soutien et au financement qu'il apporte au terrorisme, et s'en est vanté ouvertement à maintes occasions, foulant au pied la volonté de la communauté internationale et du Conseil de sécurité et notamment ses résolutions relatives à la lutte contre le terrorisme, comme en témoignent ces quelques déclarations :



- Le 27 novembre 2016, l'ex-Ministre qatarien des affaires étrangères, Mohamed ben Abdelrahman Al Thani, a déclaré dans une entrevue à l'agence Reuters que le Qatar continuerait d'armer les rebelles syriens même si le Président Donald Trump, mettait un terme au soutien des États-Unis d'Amérique à l'action multinationale ;
- Le 11 mai 2015, dans une entrevue accordée au quotidien français *Le Monde*, l'ancien Ministre qatarien des affaires étrangères, Khaled ben Mohammad el-Atiya, interrogé sur le fait de savoir si son gouvernement considérait le Front el-Nosra comme un groupe terroriste, a déclaré : « à part Daech, tous ces groupes combattent pour la chute du régime. Les modérés ne peuvent pas dire au Front el-Nosra : « Restez à la maison, on ne travaille pas avec vous ». Il faut regarder la situation sur le terrain et être réaliste » ;
- En octobre 2017, l'ancien Premier Ministre qatarien, Hamad ben Jassem, a reconnu dans un entretien diffusé à la télévision nationale que son pays, l'Arabie saoudite et d'autres pays avaient consacré environ 137 milliards de dollars à la destruction de la Syrie.

Ces paroles ont été suivies d'actes. La famille régnante, et c'est un secret de Polichinelle, est le principal bailleur de fonds des organisations terroristes, au moyen de versements directs en espèces pour armer, entraîner et financer les terroristes, ou indirects, par l'utilisation d'associations qatariennes et turques prétendant œuvrer dans les domaines caritatif et humanitaire, qui servent en fait à financer des groupes terroristes armés en Syrie, y compris le Front el-Nosra et son bras terroriste, les Casques blancs. Par ailleurs, le régime qatarien a financé indirectement des organisations terroristes en versant des rançons en espèces d'un montant total d'environ 700 millions de dollars, sous prétexte d'obtenir la libération d'étrangers enlevés par des groupes terroristes. Cette pratique est une violation claire et directe des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, en particulier de la résolution [2133 \(2014\)](#), et confirme que le régime a bien coopéré avec des groupes terroristes.

Mon gouvernement souligne de nouveau que la lettre du Qatar est la dernière d'une série de tentatives constantes et désespérées de la part du régime de : dissimuler des actes criminels, y compris la mise à profit des recettes pétrolières et gazières pour fournir un soutien illimité au terrorisme et aux entités terroristes, dont ceux figurant sur la liste des organisations terroristes tenue par le Conseil de sécurité ; soutenir des organisations terroristes et de les aider à employer des substances chimiques comme armes contre des civils syriens ; utiliser les réseaux de criminalité transnationale organisée ; et propager la corruption, le versement de pots-de-vin et autres pratiques immorales de cet ordre, devenues emblématiques des politiques systématiques du régime qatarien sur les plans économique et commercial, qui vont désormais jusqu'à la déliquescence en vue de l'organisation et de l'hébergement de rencontres sportives. Le moment est venu pour le régime qatarien de se rendre compte que le pétrole et le gaz ne peuvent pas lui assurer à jamais l'immunité ou l'impunité dans le monde ou à l'ONU et qu'il devra, un jour, répondre de son soutien au terrorisme et de son financement du terrorisme en Syrie et ailleurs.

Le Gouvernement exhorte le Conseil de sécurité à prendre des mesures immédiates et décisives contre le régime qatarien et à l'amener à mettre un terme à ses crimes et à ses pratiques qui ont des retombées négatives pour des millions de personnes dans divers pays, y compris en République arabe syrienne, et constituent des violations flagrantes des principes du droit international, de la Charte des Nations Unies et des instruments internationaux relatifs à la lutte antiterroriste, à la criminalité organisée et à la corruption, ainsi qu'une menace contre la paix et la sécurité régionales et internationales. Les représentants et les supplétifs du régime qatarien ne sauraient fuir leurs responsabilités ou rester impunis à la suite des crimes commis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) **Bashar Ja'afari**
